Vendredi 13 janvier 1978 No 804

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

NUMERO SPECIAL !

A l'intérieur 4 pages sur la bataille politique de 78

• Vannes

10 000 PRODUCTEURS DE LAIT MANIFESTENT

L'État entendait depuis septembre dernier faire payer aux petits et moyens producteurs de lait une taxe de coresponsabilité, soi-disant pour résorber les stocks de lait en surplus dont ils seraient responsables.

Mercredi, à Vannes, 10 000 producteurs de lait ont montré leur détermination et leur volonté de s'opposer au paiement de cette taxe qui constitue une nouvelle ponction sur leur maigre revenu. Ils étaient venus à l'appel, notamment, de trois fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles du Morbihan, de Loire-Atlantique et du Finistère, ainsi que du syndicat Paysans-Travailleurs.

De nombreuses délégations paysannes d'autres départements et régions de France s'étaient jointes à la manifestation. Celle-ci représentait, du point de vue des directions des fédérations départementales, un évènement dans la mesure où elles s'opposaient ouvertement à la direction de Debatisse sur la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et qu'elles proposaient de façon à peine voilée la constitution d'une organisation syndicale, liée étroitement à la politique du parti de Mitterrand. Cette manifestation dont l'ampleur marquera certainement un changement au niveau des rapports de force au sein de la FNSEA est le résultat d'une mobilisation large depuis plusieurs mois des petits et moyens producteurs de lait pour la défense de leur revenu et contre cette taxe.

Il y avait déjà eu plusieurs manifestations en Bretagne, le 16 septembre dernier. Plus de 100 000 signatures de paysans ont été recueillies contre cette taxe depuis quatre mois. Des centaines de réunions de paysans de communes se sont tenues souvent à l'initiative du syndicat Paysans-Travailleurs.

Vannes marquera un pas décisif dans cette lutte et aussi une étape pour la bataille du revenu des petits paysans si l'union, en particulier à la base, se réalise sur des objectifs et des formes d'action qui correspondent non aux intérêts de quelques politiciens de quelque couleur que ce soit, mais à leurs intérêts immédiats, contre leur élimination.

Au début de la manifestation, des milliers de tracts du journal «La Faucille», portant sur la dite taxe, furent distribués et bien accueillis ainsi que des numéros du journal paysan ont été vendus. Le Comité de parti régional de Bretagne et la section de Vannes du Parti communiste marxiste-léniniste de France ont publié un communiqué de soutien, avant la manifestation, aux paysans venus manifester.

L'unité ouvriers-paysans a déjà montré sa force contre les exploiteurs communs.

SOS environnement

Pas de désistement au second tour

Mercredi 11, le mouvement écologique «SOS environnement» a fait connaitre publiquement, au cours d'une conférence de presse, les dispositions qu'il avait prises en ce qui concerne les élections législatives de 1978.

A cette occasion, il a rappelé quelles étaient son origine et sa vocation. Créé au départ dans la région parisienne, son activité est centrée sur la lutte contre les nuisances liées à l'urbanisme et aux maux qui l'accompagnent inévitablement dans notre société. Tout en restant surtout implantée dans les villes, et la région parisienne plus particulièrement, il s'est étendu maintenant au plan national (Loire, Bretagne, Limousin, Auvergne, etc.) et regroupe plusieurs centaines d'associations ou de militants et responsables d'associations.

Ses adhérents se sont notamment battus contre divers projets d'autoroute urbaines, contre l'autoroute 87 dans l'Essonne, contre l'A 10. Ils ont obtenu, en plusieurs endroits, la construction de murs antibruits, joué un rôle important dans l'abandon de la radiale Vercingétorix, dans le 14e arrondissement à Paris, etc. «SOS environnement» exige notamment que la priorité soit donnée au développement des transports en commun, qu'ils soient adaptés de manière à devenir accessibles aux handicapés, etc.

Parti de luttes contre certaines conséquences du capitalisme en milieu urbain, «SOS environnement» en est venu à mettre en cause ce qu'il nomme «la société productiviste et l'État-nation». Certes, il n'emploie pas la même formulation que nous, les conclusions qu'il tire de son analyse et les solutions qu'il propose ne sont pas les mêmes. Mais, et c'est là le fait de loin le plus important, «SOS environnement» développe, à sa manière, sur la base d'objectifs qui lui sont propres et de sa pratique, une contestation globale du système capitaliste. Par ailleurs, «SOS environnement» a fait le constat que la réduction des nuisances urbaines ne pouvait être obtenu par l'électoralisme et le vote pour les partis traditionnels de droite ou de gauche.

Cette conclusion-là, il l'a tirée de sa participation aux élections de ces dernières années. En effet, ayant pris une ampleur suffisante, , il a pu présenter des candidats pour populariser son point de vue et sa plate-forme à l'occasion des élections.

Aux cantonales de 1976, il a ainsi recueilli, selon les endroits, de 3 à 26 % des voix. Il a alors autorisé que soient favorisés, au second tour, par ses électeurs, les candidats qui se disaient les plus proches des idées écologistes et promettaient de prendre en compte leurs revendications dans l'éventualité où ils seraient élus.

(Suite à la page 3)

• Paris 15e

Les flics ont encore tués !

Dans la nuit de mardi à mercredi, quatre inspecteurs de la répression du banditisme s'étaient planqués dans un coin afin de surprendre trois jeunes gens qui essayaient de s'emparer d'une voiture.

La nouvelle race de cow-boys, appointés à la préfecture, est entrée en action dés que les jeunes commençaient à monter dans une 2 CV. Deux des jeunes tentaient alors de fuir mais étaient rattrapés et le troisième était descendu par un des dignes représentants de l'ordre capitaliste.

Le coup de feu serait parti accidentellement tout seul dans une échauffourée. Il n'existe donc pas de cran de sûreté sur les armes à feu de la police, voilà qui est bien surprenant. A moins que le policier ne l'ait enlevé intentionnellement, mais cela nous avons peu de chance de le savoir. Quoiqu'il en soit, un jeune est mort tué par un policier. Un de plus qui vient allonger une liste déjà longue.

• Italie

Berlinger: «je veux gouverner»

En Italie, la situation politique évolue très rapidement. Les dirigeants du Parti communiste italien viennent de renouveler officiellement leur offre de gouverner le pays.

Mercredi, en effet, le président du groupe parlementaire du Parti communiste italien a demandé de nouveau la constitution d'un «gouvernement de coalition démocratique», incluant communistes et socialistes aux côtés des démocrates-chrétiens.

Le même président, Alessandro Natta, ajoutait : «Nous avons, avec un grand sens des responsabilités, donné le temps à la démocratie-chrétienne d'évaluer notre proposition».

Pour quelles raisons les dirigeants du Parti communiste italien se font-ils si pressants à l'égard des démocrates-chrétiens ? Parce qu'apparemment, ils sont les seuls à pouvoir assurer l'ordre bourgeois. Les exactions auxquelles se livrent les fascistes italiens du Mouvement social italien (MSI) ne font que les servir. Ils en profitent pour réclamer plus de sécurité pour la population. C'est en répondant à leurs vœux que la bourgeoisie italienne a fait quadriller Rome par 10 000 policiers armés de pied en cap et prêts à intervenir à tout moment.

Récemment, à l'occasion de l'exécution de trois militants du MSI, n'a-t-on pas vu la municipalité de Rome, dirigée par le PCI, offrir aux familles des fascistes de payer les frais d'enterrement ? Chose que les familles ont d'ailleurs refusée. Le PCI est prêt à tout pour s'imposer comme le parti de l'ordre, présenter le maximum de certificats de bonne conduite à la bourgeoisie italienne et participer à la gestion des affaires de l'État monopoliste.

A propos de l'émission «Racines»

La traite et l'esclavage des Africains

Antenne 2 diffuse le lundi, le feuilleton américain «Racines» sur la traite et l'esclavage des hommes d'Afrique au cours des siècles derniers. Le premier épisode et le débat qui suivaient la projection n'ont pas fait état des causes économiques et sociales qui en sont à l'origine. Un ouvrage des Éditions de Pékin, récemment traduit en français «Histoire économique des grands pays capitalistes», aborde cette question. Nous en citons ici les éléments principaux.

UN CRIME QUI A DURÉ TROIS SIECLES

La traite et l'esclavage des Africains ont duré un peu plus de trois siècles, et principalement du 16e au 18e siècle. Cette période historique correspond à l'effondrement du système féodal en Europe occidentale, à la période de transition du féodalisme au capitalisme. Cette époque est celle des grandes Découvertes : de l'Amérique, de la circulation autour de l'Afrique, des marchés des Indes et de la Chine.

C'est le début de l'ère coloniale et en particulier de la colonisation de l'Amérique. Tel est donc le contexte historique dans lequel l'esclavage va se développer.

Portugais et Espagnols ont été les premiers colonisateurs. Le Portugal a, au 16e siècle, d'une part occupé des points d'appui en Asie (Sud-Est asiatique, Inde, Chine, Ceylan, Japon...) puis a également occupé l'actuel Brésil. Premiers colonisateurs, les Portugais furent également les premiers trafiquants d'Africains, à grande échelle. Ils envoyaient les Africains capturés au Brésil comme esclaves.

L'expansion coloniale espagnole se tourna, elle, vers l'Amérique centrale et du Sud, principalement. Les crimes des colonialistes espagnols pendant cette conquête ont dépassé les plus cruelles tyrannies du Moyen Age. Ils ont massacré un grand nombre d'indigènes, les Indiens en particulier, ils ont force les populations locales à travailler comme esclaves dans les plantations, à creuser des mines d'or et d'argent que les colonialistes recherchaient avec avidité. Cette oppression atroce a décimé en quelques dizaines d'années des populations entières comme celles de Cuba, de Haïti.

Pour compenser le manque de force de travail qui résultait des massacres et des nombreuses morts, les Espagnols ont à leur tour organisé, sur une grande échelle la traite des hommes et des femmes d'Afrique qu'ils transportaient dans leurs colonies et transformaient en esclaves.

Les atrocités de l'expansion coloniale ont permis au Portugal et surtout à l'Espagne de devenir les pays les plus prospères de l'Europe occidentale au 16e siècle.

Au 17e siècle, l'Angleterre, la France, la Hollande, ont supplanté l'Espagne et le Portugal. Leur expansion coloniale commence à cette époque. Cette expansion s'étend à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. Ces pays intensifient le trafic des Africains et leur mise en esclavage. Le domaine des «chausseurs» de Noirs s'est étendu à cette époque de l'Afrique occidentale à l'Afrique orientale.

LE PLUS GRAND GÉNOCIDE DE L'HISTOIRE

Avant la fin du 16e siècle, le trafic de l'homme africain était la base de toutes les activités coloniales de l'Europe en Afrique.

Du 16e au 17e siècle, quinze millions de Noirs sinon plus, ont été transportés en Amérique, tandis que ce sanguinaire commerce faisait plus de 100 millions de victimes en Afrique. Une autre conséquence était qu'en Afrique, les populations s'enfonçaient dans les forêts pour échapper au harcèlement continu.

On conçoit que ce véritable génocide a considérablement appauvri le continent africain et que le pillage colonial des hommes a été l'une des causes les plus importantes du sous-développement de ce continent, alors qu'il a permis un énorme enrichissement du capitalisme occidental.

Histoire économique des grands pays capitalistes

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution antiféodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies :

Les Herbes sauvages — Paris 20e

La Force du Livre — Lyon 1er

et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

Entretien avec un représentant de la Zanu (Rhodésie)

L'avenir appartient aux patriotes africains (2)

Le 23 novembre, nos camps ont été attaqués au Mozambique. Un grand nombre d'enfants et de femmes ont été tués. Le ministre britannique des Affaires étrangères, au lieu de condamner Smith, a déclaré que la défense rhodésienne n'était pas encore abattue et que les attaques rhodésiennes pouvaient montrer que le Front aurait intérêt à accepter un compromis.

Dans une autre interview, le ministre en se référant aux négociations internes actuelles, a déclaré que Smith devait accorder au Front une place honorable dans le processus. Nous avons combattu pour beaucoup plus que pour une place dans une négociation qui ne nous accorde même pas la simple dignité humaine.

Notre combat a des buts beaucoup plus fondamentaux. Nous n'avons aucun point commun avec Chirau, Muzorewa, Sitolé qui ont déclaré qu'ils donneraient des garanties à la clique des privilégiés. Qui peut honnêtement, accepter que les forces armées de Smith qui commettent les massacres au Mozambique continuent à régner sur le pays. Nous voulons la suppression des privilèges accordés à une petite clique. Nous n'avons aucun point commun avec ceux qui veulent garantir la terre et le droit de propriété sur des bases raciales. La division actuelle de la terre est moitié-moitié entre d'un côté, six millions de personnes, et de l'autre, 250 000.

Nous ne sommes pas prêts à aller en-deçà d'un transfert total du pouvoir au Front et à ses forces qui seules, permettront l'égalité des droits et des chances.

Nous ne pouvons pas accepter les propositions de discuter dans les négociations internes. Les faits de l'attitude de Smith et des Anglais tendent à prouver que le premier est un agent des seconds.

VERS L'ÉTABLISSEMENT DE RÉGIONS LIBÉRÉES

Avec la poursuite de la lutte armée, les contradictions entre le peuple et l'ennemi s'aiguisent. Notre résolution de poursuivre le combat armé est renforcée. En dépit des difficultés, le soutien à la lutte armée continue à s'accroître, contrairement à ce que prétend la presse occidentale. C'est en raison du soutien populaire que la lutte armée doit continuer.

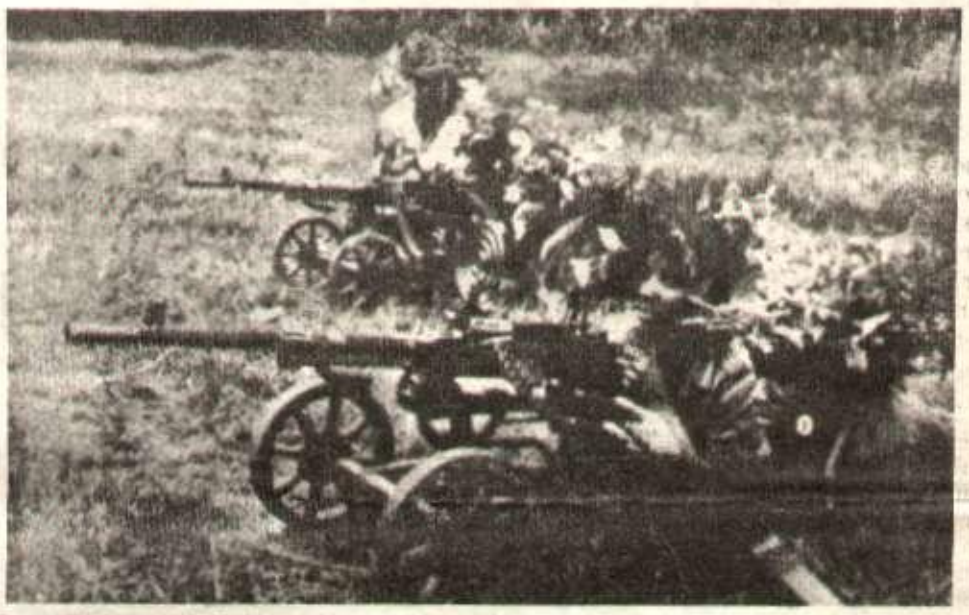
Nous avons pu établir un certain nombre de services dans les régions semi-libérées à l'intérieur même du Zimbabwe. Ce sont des services que l'ennemi n'a jamais réussi ou voulu mettre sur pied. Pour nous, ces services constitueront un cadre pour la reconstruction du pays.

Nous seulement nous avons été capables de construire un instrument qui contribue à la victoire militaire, mais nous utiliserons la victoire militaire pour commencer la reconstruction nationale.

Le 8 août, qui est le jour du Zimbabwe (date anniversaire de la fondation de la ZANU), le président Mugabe a publié un communiqué félicitant le Parti (la ZANU) pour ses succès militaires. Tout le pays s'est transformé en zones d'opérations. Les zones proches des frontières peuvent être considérées comme des régions semi-libérées. En raison de la supériorité militaire de l'ennemi, les régions intermédiaires entourant les villes sont encore contestées.

Les villes sont encore contrôlées par l'ennemi. De notre côté, nous n'y faisons qu'un travail politique.

Le camarade Mugabe a déclaré à Dar Es Salam à la fin 1977 que nous approchions du moment où nous allons pouvoir établir des zones libérées à l'intérieur de Zimbabwe.



Des combattants du Front patriotique.

La capacité militaire du Front patriotique n'a pas du tout été affectée par les attaques contre les camps au Mozambique contrairement aux affirmations de la presse occidentale. Il y a trois semaines, les forces de la ZIPA (Forces armées du Front patriotique) ont été capables d'attaquer la plus grosse base aérienne de l'Est près de Umtali. C'est la base qui avait été utilisée pour monter les attaques contre le Mozambique.

Austérité à la Polonaise

La deuxième conférence nationale du Parti socialiste ouvrier unifié polonais s'est tenue, mardi, à Varsovie.

Ce qui ressort de cette conférence, c'est l'établissement d'un plan Barre à la polonaise, à savoir l'austérité pour le peuple. Il est prévu une augmentation des prix y compris alimentaires. Mais cette augmentation sera graduelle. Le gouvernement polonais se souvient trop bien de l'explosion de colère qu'avait provoquée l'augmentation des prix en 1970 à Gdansk et en 1976 à Ursus et à Radom.

Malgré cette précaution, le gouvernement, par l'intermédiaire du président du Conseil, Jaroszewicz, a lancé un appel au peuple pour qu'il accepte cette austérité avec «*patience*» et «*compréhension*» en expliquant que de toute façon, les difficultés d'approvisionnement, notamment de la viande «*ne seraient pas encore résolues*», cette année. «*Nous demandons donc à l'opinion publique de traiter les difficultés d'approvisionnement avec compréhension et de se joindre à la lutte contre le marché noir de la viande et de participer avec patience et persévérance à la solution des problèmes de l'économie alimentaire*», a-t-il ajouté.

En guise de conclusion, Jaroszewicz a annoncé des «*mesures plus sévères*» en matière de consommation d'énergie électrique et de carburant, qui, d'ailleurs, sont déjà soumis à des «*restrictions*».

A côté de ces déclarations, il est fait état de promesses du genre, amenuisement des différences de salaires entre les plus riches et les plus pauvres.

Bref, ce qui se passe dans ce pays qui se dit socialiste, ce n'est ni plus ni moins que ce qui se passe en France. Le peuple polonais connait de grandes difficultés alors que la Pologne est un pays industrialisé qui pourrait largement satisfaire les besoins du peuple polonais et les améliorer si le pouvoir était aux mains du prolétariat et non aux mains d'un gouvernement bourgeois à la solde des sociaux-impérialistes de Moscou.

• Grande - Bretagne

Alors que les pompiers de Londres viennent de décider de poursuivre la grève malgré toutes les pressions dont ils font l'objet, ce sont maintenant les 2 200 conducteurs de camions-citernes de la firme «British Pétroleum» (BP) qui ont décidé, mardi, de déclencher un mouvement de grève afin d'obtenir une augmentation de salaire de 30 %.

Les camionneurs qui ont pris cette décision après que la direction de la BP ait refusé de leur accorder plus de 10 % d'augmentation immédiatement, entendent boycotter les heures supplémentaires ainsi que le travail durant les jours de repos.

Le début de leur action est prévu pour le 1er février et il est probable que les employés d'autres firmes, comme Shell, Esso ou Texaco, s'y associent.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

10e anniversaire du Parti

Communiste Marxiste Léniniste de France

Le printemps révolutionnaire de Mai 1968

Mai 1968 : pour la plupart des travailleurs d'aujourd'hui, c'est sans nul doute le plus grand mouvement qu'ils aient vécu. 10 millions de grévistes, toute l'activité (production, transport) paralysée, des centaines d'usines occupées : c'était une magnifique tempête révolutionnaire qui sema la panique dans les rangs des hommes du capital et souleva, dans les rangs du peuple, un immense espoir.

Le jeune parti marxiste-léniniste, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), né quelques mois plus tôt, put, dans cette tempête, aguerrir et tremper ses jeunes forces, montrer combien est acérée et nécessaire l'arme du marxisme-léninisme.

Au moment où la bourgeoisie pensait écraser par la force le mouvement qui embrasait écoles et universités contre le capitalisme et que les prétendus représentants des travailleurs, à la tête des syndicats, avaient maintenu dans l'isolement ce jeune parti déclarait, le 16 mai, qu'*«une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine»*. Il annonçait ainsi le grand incendie qui allait suivre.

Dès le début, il soutint fermement le mouvement des étudiants, d'ailleurs largement inspiré et nourri de la lutte de libération des peuples d'Indochine et de la Révolution culturelle en Chine.

En appelant à l'unité des *«travailleurs et des étudiants contre le pouvoir des monopoles»*, il traduisait l'aspiration révolutionnaire de ces derniers à rompre avec la bourgeoisie et à rejoindre les ouvriers et les paysans dans la lutte pour renverser le capitalisme.

En appelant, dès le 17 mai, à *«l'occupation des lieux de travail, à la grève illimitée et à s'organiser à la base et dans l'action»* contre le système capitaliste décadent, il traduisait les aspirations de tout le peuple à prendre ses affaires en main pour affronter le capitalisme avec des armes efficaces.

QUI SONT LES FAUX RÉVOLUTIONNAIRES

Quel contraste avec l'attitude et les positions des dirigeants du PCF !

Lorsqu'un Séguy déclarait récemment, à propos de la journée d'action du 24 mai dernier, qu'elle était le plus grand mouvement qu'on ait vu depuis 20 ans, on voit que Mai 68, ce n'était pas son affaire et que ce fut plutôt pour lui et ses semblables un mauvais moment à passer.

Le 3 mai 1968, Marchais signait dans l'«Humanité» un long article titré : «De faux révolutionnaires à démasquer».

«Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants – écrivait-il –, *agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes. Voilà que ces pseudo-révolutionnaires* (maoïstes, trotskistes, anarchistes, selon sa définition) *émettent la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier. De plus en plus, on les trouve aux portes des entreprises ou dans les centres de travailleurs émigrés, distribuant tracts et autre matériel de propagande. Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes...»*.

Cet article, dont la sortie coïncida avec le déclenchement, le même jour, de la répression contre les étudiants (où est la collusion ?) provoqua de vives protestations dans le PCF lui-même.

Dans le même temps, la municipalité PCF de Nanterre rejetait sur *«les groupuscules composés de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn Bendit»* la responsabilité de la fermeture de la faculté, ordonnée par le gouvernement.

C'est à compter de ce moment que les dizaines de milliers d'étudiants clamèrent par dérision : *«Nous sommes un groupuscule»*.

Et, alors que se développait dans les usines un mouvement de grèves illimitées et occupations, alors que *«l'étincelle jaillie du mouvement était en train d'embraser toute la plaine»* comme l'indiquait l'«Humanité nouvelle» du 16 mai (journal du PCMLF), la CGT et la CFDT ne trouvaient pas mieux qu'une «journée d'action», le 15, à propos de la Sécurité sociale !

La CFDT, le temps d'un communiqué, *«en se déclarant solidaire des étudiants, affirme que les travailleurs mènent bien le même combat contre une société qui les asservit, une société de consommation basée uniquement sur le profit...»*. Mais, sous les injonctions pressantes des dirigeants de la CGT, elle abandonne vite ce terrain.

C'est en même temps que l'«Humanité» appelait à *«dissoudre l'Assemblée et organiser de nouvelles élections»*.

Quant à Séguy, il rencontrait à plusieurs reprises, déjà reconnaitre qu'il était contre !). En fait, les pontes de la CGT s'agitent alors un peu partout pour faire reprendre le travail, ce que Séguy appelle *«la CGT s'emploie à consulter les travailleurs»*.

L'Assemblée dissoute, le 30 mai, il y eut encore plusieurs manifestations : celle du 1er juin, par exemple, où 40 000 étudiants et ouvriers clamaient à Paris : *«Ce n'est qu'un début, continuons le combat»*.

Suite à l'arrestation et la condamnation de plusieurs manifestants du vendredi 13 mai, des affrontements ont lieu au quartier latin.

Le PCMLF soutint sans ambiguité la lutte des étudiants. Ce tract fut massivement diffusé, lors de puissantes manifestation, celle du 13 mai en particulier.

LA BATAILLE DE FLINS

Le 6 juin, plusieurs milliers de CRS occupent par surprise les usines Renault de Flins. L'«Humanité» du 7 juin titre : *«Forts de leur victoire, des milliers de travailleurs ont repris le travail»*. Encore une troublante coïncidence ! Dans la nuit du 6 au 7 juin, des milliers de jeunes se rendent à Flins et une lutte acharnée oppose ouvriers et étudiants aux quelques 5 000 CRS, envoyés là par le gouvernement. La bataille devait durer trois jours, et c'est le 10, que le jeune lycéen, Gilles Tautin, militant marxiste-léniniste de l'UJC (ml) fut victime de cette féroce lutte de classe...

L'«Humanité» écrivait : *«Le pouvoir gaulliste a trouvé des auxiliaires précieux parmi certains groupes gauchistes qui jouent à la révolution comme Marie-Antoinette jouait à la bergère»*. Ce sont là des choses qu'il faut rappeler : elles lèvent le voile sur le hideux visage de ces prétendus communistes.

Le 11 juin, pendant que Waldeck-Rochet ouvre, au palais des Sports de Paris, la campagne électorale, Henri Blanchet et Pierre Beylot, deux ouvriers de Sochaux, tombent sous les balles des «forces de l'ordre», venues attaquer à coups de fusil un piquet de grève.

Le 12, le gouvernement décrétait la dissolution des organisations «d'extrême-gauche», parmi lesquelles le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et l'UJC (ml).

Le 15, Salan était libéré ; le 16, la Sorbonne à son tour était occupée par d'importantes forces de police.

Vraiment, où était la collusion ? C'est la trahison des dirigeants révisionnistes qui a sauvé le gouvernement des monopoles, qui a protégé le pouvoir capitaliste !

LE PCMLF DU COTÉ DU MOUVEMENT DE MASSE

Quant au Parti communiste marxiste-léniniste de France, il fut, dans la tempête, totalement du côté du mouvement des masses. Il sut en dégager l'axe, la cible, et les armes correspondant, à chaque étape, aux aspirations et aux possibilités des masses, sous la forme de mots d'ordre simples et clairs : *«Contre le pouvoir des monopoles, unité ouvriers-étudiants, à la base et dans l'action, occupations des usines et grève illimitée, pour le pouvoir populaire révolutionnaire»*

Sans aucun sectarisme, car il n'engagea pas de critiques contre les aspects négatifs des divers courants politiques de type petit-bourgeois, nés dans le mouvement étudiant, renvoyant à plus tard «cette lutte secondaire et soutenant pleinement tout ce que ce mouvement avait d'essentiellement anticapitaliste et révolutionnaire.

En même temps qu'elle venait à bout d'un mouvement qui lui fit grand peur, la bourgeoisie voulait détruire ce parti qui s'était dressé, avec les masses, contre elle.

La bataille politique de 1978

CHELLES : Une banlieue dortoir

Du côté des partis bourgeois

La circonscription de Chelles est à la limite de la banlieue parisienne, à l'est de Paris et à l'ouest de la Brie. C'est une région de villes-dortoirs essentiellement (Chelles, Lagny, Marne-la-Vallée...). De plus en plus, les habitants vont travailler à Paris ou dans les banlieues industrialisées (Seine-Saint-Denis toute proche).

La rénovation de Chelles et la construction de Marne-la-Vallée ont amené dans la région un grand nombre de travailleurs immigrés, employés principalement sur les chantiers, mais aussi comme OS dans les usines.

Aujourd'hui, c'est un des départements qui compte le plus d'ouvriers immigrés par rapport à la population française (plus de 20 % à Noisiel).

La droite a longtemps dominé dans la région. Jusqu'en 1973, les cinq députés étaient UDR. Depuis cette date, il n'y en a plus que trois, un candidat PC a été élu à Chelles et une candidate PS à Melun. Il y a donc un recul de la droite depuis quelques années, concrétisé par l'augmentation importante des mairies Union de la gauche.

L'ancien député-maire de Chelles, Rabourdin, a trempé dans le scandale de l'office HLM de Paris dont il était le président. Il a été président de multiples associations liées à la construction, dont la société d'aménagement de Marne-la-Vallée, la ville nouvelle. A l'époque où il a été maire, le vieux Chelles a été rasé. De nombreux vieux qui payaient 300 F de loyer par trimestre, ont été «relogés» pour un loyer de 400 F par mois. Trop brûlé Rabourdin, ne se représente plus à Chelles.

Le SAC a commis plusieurs exactions à Chelles (menaces contre le centre culturel pour empêcher que certaines pièces ne soient jouées, provocations contre une manifestation lycéenne, etc.)

La gauche progresse aux élections ces dernières années. Le député-maire PCF de Chelles, Bordu, est membre du Parlement européen où il est intervenu pour que l'Europe vende du beurre à un prix préférentiel à l'URSS. Celle-ci a ensuite revendu ce beurre au prix fort à l'Italie.

Majoritaire à la mairie, le PCF en tentant de s'accaparer tous les postes-clés au sein des commissions se heurte au PS. Quant au maire, il fait preuve de l'opportunisme le plus plat, il promet tout à tout le monde et pour pêcher toutes les voix possibles, il entretient les meilleures relations avec les associations à la tête desquelles on retrouve tous les anciens piliers de la droite. Ce qui ne l'empêche pas d'aller se pavaner de temps à autres aux portes des usines.

En dehors des partis bourgeois, il existe un «comité écologique et autogestionnaire». Celui-ci a fait il y a un an, «la fête de la libre-expression» qui fut une manifestation positive. Ce comité avait obtenu 6 % des voix aux municipales. Paralysé par ses contradictions internes, quant à l'attitude par rapport à l'Union de la gauche, ce comité est passé sous la direction du PSU, vieille force politique locale.

Les luttes

LES FOYERS SONACOTRA

Les résidents du foyer de Chelles sont en grève depuis août 1976, ceux de Torcy et Noisiel depuis l'été 1977.

La grève a débuté, dans ces foyers, contre les conditions de logement et les gérants racistes ; puis, regroupés au sein du Comité de coordination, les résidents ont repris sa plateforme revendicative complète. C'est, pour une grande part, grâce au rôle dirigeant du Comité de coordination dans la lutte des foyers Sonacotra, que la grève s'est maintenue et se renforce dans la région.

Aujourd'hui, les résidents affrontent des pressions et menaces multiples : de la part des gérants qui agressent les délégués, détournent le courrier, etc.

Les partis de gauche et les municipalités qu'ils tiennent ont fait le mur du silence autour de cette lutte. L'activité des marxistes-léninistes a rapidement contribué à rompre cet isolement. Aujourd'hui, l'existence et l'élargissement du comité de soutien apportent un appui multiforme à la lutte.

CITÉ LOGIREP DE CHELLES

Les locataires de cette cité de transit type PSR (une centaine de familles essentiellement immigrées) ont fait la grève des loyers de mars à août 1977. Depuis août, ils font la grève des charges. Aujourd'hui, non seulement ils doivent affronter les tentatives de division de la Logirep, mais encore les pressions scandaleuses de la Caisse d'allocations familiales, qui leur a supprimé les allocations-logement et leur retire, chaque mois, 20 % des allocations familiales. Aidés par les marxistes-léninistes et une militante antiraciste du PS, les locataires mènent la lutte sur le plan juridique et renforcent leur mobilisation.

Fête de l'unité des trois foyers Sonacotra en lutte et de la cité Logirep, le 17 septembre dernier à Noisiel.

LES LUTTES DANS LES ENTREPRISES

Chez «Laurent», à Lagny, trois grèves ont eu lieu en 1977 (plus de deux mois en tout) pour des revendications de salaire, prime de vacances et contre la répression antisyndicale. Les ouvriers ont dû faire face à un lock-out avec vigiles et chiens policiers dans l'usine, et malgré cela, la grève a été victorieuse ; mais l'accord obtenu sur les revendications a ensuite été rompu par la direction sous la pression du patronat de Lagny. La dernière grève qui portait sur le maintien d'avantages acquis de longue date vient de se terminer par une victoire.

Début 1977, à la Sopaluna, une grève a eu lieu pour l'augmentation des salaires, pour l'amélioration des conditions de sécurité et d'hygiène et pour l'application de la revendication «à travail égal, salaire égal». La grève a duré trois semaines, les ouvriers bloquaient les portes pour empêcher l'entrée des produits de base. Ils ont été condamnés par la justice pour cela. Le désir de la population de les soutenir était grand, d'autant plus que cette usine pollue considérablement l'atmosphère, mais les dirigeants départementaux du PCF ont tout fait pour isoler la grève et le soutien n'a pas été suffisant.

A la Sade (Travaux publics), il y a eu 8 jours de grève victorieuse pour l'augmentation des salaires et le treizième mois.

D'autres luttes ont eu lieu pour l'augmentation des salaires, contre les licenciements et contre la répression syndicale, comme à l'usine Pourtier, à Chelles, chez William Saurin, à Lagny, chez Motul, à Chelles, chez Martonair et Mackintosh, à Noisiel.

Par ailleurs, avec la crise économique, des licenciements ont eu lieu dans certaines entreprises : DLM (plus de 100), Gelbon, Jambons Richard, Maunoury...

LES LUTTES LYCÉENNES

Les jeunes des lycées et des CET se sont battus contre la réforme Haby. En 1976, durant la grève lycéenne, une manifestation lycéens-enseignants se rendit chez William Saurin, en grève, afin d'apporter un soutien. Des délégués CGT empêchèrent tout contact avec les grévistes «par crainte de provocation». Ce jour-là, l'indignation fut grande dans les rangs des manifestants.

Les candidats marxistes-léninistes

Sur Chelles, les marxistes-léninistes font un travail depuis 1971. Ce travail consiste à diffuser les idées révolutionnaires, à propager l'idéal politique abandonné par les dirigeants du PCF, à lutter pour une société plus juste où la classe ouvrière sera libre car elle aura le pouvoir. Ils soutiennent les luttes des ouvriers français et immigrés contre la bourgeoisie comme c'est le cas en particulier pour la Sopaluna, les foyers Sonacotra, la Logirep, etc.

Ils travaillent également en milieu enseignant et dans la jeunesse. Un cercle des JCMLF existe à Chelles qui travaille en direction de la jeunesse ouvrière et lycéenne.

Les communistes marxistes-léninistes de Chelles publient un journal local « Le Poing levé», qui est le seul à rendre compte des luttes locales. La campagne pour les législatives à Chelles expliquera pourquoi il faut le socialisme et la révolution, pourquoi les ouvriers doivent mener la lutte classe contre classe avec le soutien des autres ouvriers et des couches populaires. Ce soutien, indispensable pour assurer la victoire, a souvent fait défaut aux luttes locales et les a conduites à l'échec (Sopaluna par exemple) : les dirigeants du PCF et de la CGT en portent la lourde responsabilité.

Nous mettons en avant l'unité des ouvriers français et immigrés, base indispensable de l'unité de la classe ouvrière. Nous nous opposerons aux forces traditionnelles de droite qui désirent préserver le système tel qu'il est et dénoncerons concrètement ceux qui se disent de gauche plus particulièrement les dirigeants du PCF qui s'opposent aux luttes et qui veulent, en nationalisant, renforcer le système capitaliste en le concentrant encore plus.

La lutte contre le danger de guerre, contre les deux superpuissances, les USA et l'URSS, fera partie intégrante de notre campagne. Il nous semble important de dénoncer le bluff de la détente et de ses partisans acharnés.

PATRICK BAUDOUIN

Agé de 26 ans, il a arrêté ses études pour travailler : il est ouvrier chez Kodak depuis 1973.

Habitant dans la région depuis 1960, il fut de ceux qui animèrent en juin 1968, la lutte au lycée de Chelles en participant à la création du comité d'action lycéen. Cette grève de près de deux mois, avec occupation nuit et jour du lycée, a connu une grande répercussion dans la ville et a marqué le début d'une importante activité lycéenne. La trahison du PCF en mai-juin 1968, le conduisit vers les marxistes-léninistes avec lesquels il participa aux premières activités de l'Humanité rouge dans la région de Chelles. Il y a acquis, par une pratique quotidienne auprès des travailleurs, la conviction que seul, un changement radical de société permettra l'émancipation réelle de la classe ouvrière. Dans son usine, il est délégué au comité hygiène et sécurité, militant syndical qui se bat avec ses camarades pour un syndicat de lutte de classe, contre les grèves-soupapes de 24 heures, mais aussi militant communiste qui participe au difficile travail d'édification

du parti communiste marxiste-léniniste d'avant-garde pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme.

ROBERT GOURHANT

33 ans, est marié et père d'un enfant. D'origine sociale modeste, il est enseignant du technique et militant syndical.

En 1968, adhérent à l'Union des Grandes écoles (UGE), syndicat universitaire lié à l'UNEF, il anime le mouvement contre l'enseignement au service de la bourgeoisie, contre les traditions réactionnaires. La lutte de Mai 68 lui fait comprendre la trahison des dirigeants du PCF. Faute d'autres perspectives, il adhère au PSU. Après être entré au bureau national de l'UGE en 1969 où il luttera contre la politique du pouvoir et la ligne corporatiste et de participation du PCF dans ce syndicat, il devient en 1970 président de l'UGE sur une base politique de lutte de classe et de masse. Fin 70, il est soumis à des menaces physiques de la part d'étudiants du PCF qui veulent s'emparer de la direction du syndicat. En 1970-71, il fait un travail anti-impérialiste à la cité internationale de Paris.

Il participe en particulier aux luttes contre les expulsions et la répression de militants étrangers.

Il adhère ensuite à la «Gauche révolutionnaire» et participera ensuite au secrétariat national de ce mouvement marxiste-léniniste. Depuis 1975, il milite dans les rangs des marxistes-léninistes de Chelles.

Ce camarade a donc un passé politique et syndical sérieux. Son attachement au communisme ne s'est jamais démenti. Il soutien avec beaucoup de dévouement les luttes ouvrières.

La bataille politique de 1978

GRENOBLE

Une ville industrielle et universitaire

Coincé dans une cuvette, entre trois massifs montagneux, le Vercors, la Chartreuse et le massif Belledone, Grenoble est une agglomération de plus de 300 000 habitants. La ville proprement dite (170 000 habitants) est entourée de banlieues ouvrières et populaires, telle Saint-Martin d'Heres (28 000), Echirolles (33 000), Fontaine (25 000), etc. Les deux premières constituent, avec le centre ville, la deuxième circonscription de l'Isère dans laquelle se présentent nos candidats.

Grenoble est une ville très industrielle.

Outre des industries anciennes en perte de vitesse (industries alimentaires, tanneries, ganteries, papeteries, etc.), la grande industrie y est présente depuis une période datant même d'avant la 2e guerre mondiale. Voilà plusieurs dizaines d'années que les capitalistes ont décidé d'y implanter l'industrie chimique avec Rhône-Poulenc-Textile (RPT), appelée «Viscose», dans la région et profitant de la présence de barrages, l'industrie électromécanique : Neyrpic qui fabrique de gros alternateurs et Merlin (industrie mécanique).

METALLURGIE ET CHIMIE

Aujourd'hui, il y a une grosse concentration d'industries chimiques, dans le sud de Grenoble, jusqu'à Jarrie avec Progil, Ugine-Kuhlman, PUK. L'industrie électrique et électromécanique s'est considérablement développée autour des entreprises anciennes avec l'installation de la Thomson-CSF, de Télémécanique Caterpillar. Il y a de nombreuses usines comptant 2 000 à 3 000 ouvriers, et le processus de concentration monopoliste se poursuit.

Récemment, Merlin-Gerin, la plus grosse entreprise de la région (8 000 travailleurs) a été absorbée par Empain-Schneider, tandis que Neyrpic a été absorbée par Alsthom, puis Creusot-Loire.

VILLE UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE

L'université de Grenoble compte plus de 30 000 étudiants, presque tous regroupés sur l'un des plus grands campus de France. Le Centre d'études nucléaire de Grenoble (CENG) est l'une des plus grosses entreprises de la ville avec de nombreux techniciens et chercheurs. Il y a également un certain nombre de gros bureaux d'étude. Ces activités complètent l'image de la ville.

Grenoble comporte une forte proportion de travailleurs immigrés italiens (immigration ancienne traditionnelle), espagnols, maghrébins, etc. Les couches moyennes sont, elles aussi, relativement développées. L'image devient encore plus fidèle si on parle du chômage, particulièrement important : 10 000 chômeurs à Grenoble, 21 000 dans l'Isère. Il risque d'augmenter encore avec l'annonce de 6 000 supressions d'emploi à RPT qui vont toucher bien des usines de la région.

LUTTES OUVRIERES ET POPULAIRES

Manifestation des ouvriers de Raymond Boutons.

Dès les années 1970, certaines luttes attestaient du développement d'un courant de masse anticapitaliste et antirévisionniste ; ainsi, Caterpilar en 1970, Neyrpic en 1972, luttes des aides-soignantes hospitalières de l'hôpital en 1974 au cours de laquelle Dubedout et son adjoint Giard furent séquestrés ainsi que l'ensemble du conseil d'administration.

En 1977, à la Sescosem, usine de composants électroniques, de la Thomson CSF, dans laquelle travaillent de nombreuses femmes OS à la chaine, une lutte a eu lieu contre les licenciements. Les communistes marxistes-léninistes de France y ont joué un rôle important et ont opposé aux manœuvres de division le juste mot d'ordre : «Pas un seul licenciement».

En 1977, à Raymond Boutons, les travailleurs se sont battus pour 250 F pour tous, 40 heures, refus des salaires à la carte. Là aussi les marxistes-léninistes ont joué leur rôle en imposant notamment contre le gré des dirigeants révisionnistes la lutte pour des augmentations uniformes et en dénonçant leurs manœuvres.

Sur le front du soutien aux travailleurs immigrés tous nos lecteurs se souviennent des importantes manifestations qui ont rassemblé plusieurs centaines de personnes pour protester contre l'arrestation de Ben Dhiaf, ouvrier tunisien emprisonné à la suite de plaintes d'employés racistes de l'ANPE. La solidarité de l'organisation des marxistes-léninistes et son soutien a donné confiance aux travailleurs immigrés qui sont venus par centaines manifester leur colère.

En ce qui concerne Malville, les marxistes-léninistes de Grenoble ont réparé les erreurs passées. Plusieurs d'entre eux militent dans les comités Malville. Ils ont participé aux assises de Morestel comme à la marche de cet été. Plusieurs sections CFDT, notamment de la Sescosem et de l'hôpital s'y sont également rendues en partie grâce à leur travail de sensibilisation et d'explication dans les entreprises et la classe ouvrière.

Axes d'intervention locaux

Les luttes ouvrières, la question du chômage, la solidarité entre travailleurs français et immigrés, la lutte contre Superphénix auront une place de choix dans la bataille politique menée par les candidats marxistes-léninistes. Ils s'attacheront aussi à dénoncer les agissements de la mairie de gauche qui se conduit notamment comme n'importe quel patron le ferait vis à vis des communaux (entraves syndicales, etc.)

Manifestation de soutien à Ben Dhiaf.

LES FORCES POLITIQUES EN PRESENCE

Grenoble est historiquement l'un des points forts du PCF avec le Nord, la région parisienne, le Limousin, les Bouches-du-Rhône. Longtemps après la guerre, il y a maintenu une édition quotidienne «Les Allobroges». Il garde aujourd'hui une influence assez importante, notamment dans les vieilles entreprises en se réclamant faussement d'un passé prestigieux dont il n'est plus l'héritier.

Le PCF avait joué un rôle important durant la Résistance, à Grenoble et dans les maquis avoisinants, qui ne se sont pas réduits, loin de là, aux maquis gaullistes du Vercors.

Sur le plan électoral, le PCF tient trois municipalités et a une assez forte influence à Grenoble. Sa capacité de mobilisation, en tant que parti, est bien plus faible que son influence électorale ou syndicale par le biais de la CGT. C'est ainsi qu'après la rupture de la gauche, il a mobilisé une manifestation de 1 000 personnes contre la vie chère, alors que les manifestations contre l'attentat à la Bourse du travail, par exemple, avaient rassemblé dans la rue 40 000 personnes.

Le PS est surtout implanté parmi les couches moyennes, ingénieurs, techniciens, etc. D'ailleurs le maire PS, Dubedout est lui-même un ancien ingénieur du CENG. Par contre, aux dernières élections, l'Union de la gauche a permis au PCF d'entrer à la mairie avec le poste de premier adjoint, le secrétaire général, etc. Ces deux partis se serrent de près dans la conquête des couches moyennes et des municipalités.

La droite surtout représentée par le RPR est en difficulté et c'est peut-être ce que traduisent les nombreux attentats qui ont eu lieu l'année dernière (Bourse du travail, etc.)

Nous ne parlerons pas de courants tels les trotskistes présents comme dans toute ville universitaire. Par contre, récemment un phénomène nouveau est apparu : la montée du courant écologique qui a atteint 10 % des voix aux élections municipales et représente, quoiqu'hétérogène une certaine force.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France s'est relevé des durs coups reçus lors de la scission de 1970. Après le ralliement du groupe «Le Travailleur» et de la «Gauche révolutionnaire», en 1973-74, il s'est solidifié idéologiquement et politiquement. Il est maintenant davantage implanté dans la classe ouvrière et les masses. Il commence à constituer une véritable force politique sur la ville avec des cellules de quartier et cinq cellules d'entreprises à la Sescosem, Raymond Boutons, la «Viscose» (RPT) l'hôpital, la mairie avec les communaux.

Nos candidats

JEAN CHERHAL

Jean Cherhal, 30 ans, marié, deux enfants, est né en Bretagne dans une famille de six enfants. Ses parents, petits paysans pauvres, cultivaient 15 ha en fermage. Pendant sa jeunesse, il a participé activement au MRJC. Arrivé à Grenoble, il adhéré au PSU en 1969, le quitte en 1971 dans le cadre de la «Gauche révolutionnaire», joue un rôle actif dans le ralliement aux marxistes-léninistes de l'Humanité rouge en 1974. Depuis 1972, il est OS à Raymond Boutons, usine métallurgique et participe activement à toutes les luttes.

YOLANDE LIVIANI

Yolande LIVIANI, âgée de 51 ans, divorcée, vit actuellement avec sa fille de 15 ans qu'elle élève seule. Fille d'un père italien ouvrier et d'une mère bretonne, elle a été durement marquée par l'oppression capitaliste, mais n'a jamais cessé de lutter et elle a acquis ainsi une riche expérience. Après avoir fait bien des métiers, et des ménages, elle est devenue sur le tas animatrice (assimilée P1) auprés de personnes âgées au bureau d'aide sociale. Ayant adhéré au PSU en 1968, elle s'est rapprochée des marxistes-léninistes et a rejoint leurs rangs en 1976.

La bataille politique de 1978

Le projet républicain

UNE SOCIETE LIBERALE QUE L'ON CONNAIT BIEN

C'est le jeudi 5 janvier que Jean-Pierre Soisson a présenté «le projet républicain», plate-forme électorale du Parti républicain, parti de Giscard d'Estaing. Cette plate-forme de 21 propositions est conforme au programme économique exposé par Barre à Blois, le week-end dernier.

Au niveau social, le grand axe de cette plate-forme est de se vouloir réformatrice.

Elle définit une espèce de participation, dans différents domaines : association des travailleurs à la vie des entreprises, relative autonomie communale contre le centralisme, instauration de médiateurs régionaux, participation plus grande de tous à la vie de l'État par l'instauration du vote obligatoire, système régulier de rapports des comités d'usagers, déposés auprés des différents ministères, etc.

Cette idée de participation ou d'association des travailleurs est le grand piège que dresse la majorité à la classe ouvrière depuis mai-juin 1968. On se souvient que, sous Chaban-Delmas, au lendemain du Printemps de Mai, cela s'appelait «la Nouvelle société». On se souvient aussi que les travailleurs n'y ont rien gagné.

La bourgeoisie au pouvoir voit de plus en plus que la lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie se développe, que l'aspiration au socialisme contre le capitalisme grandit. Elle voudrait brouiller les cartes, faire disparaitre les frontières entre socialisme et capitalisme : c'est toute l'idée centriste de Giscard, qui se dit refuser aussi bien le capitalisme que le «communisme collectiviste». C'est la troisième voie : la société libérale et réformatrice, l'unité de toutes les classes sociales dans un grand magma centriste regroupant le patron et l'ouvrier. C'est la fin de la lutte des classes, de la lutte entre capitalisme et socialisme, la réconciliation nationale.

Il n'en est évidemment rien. Giscard, Barre et Soisson représentent une classe : la classe capitaliste.

De toute façon, un parti sert toujours *une* classe et non pas *toutes* les classes. Il en est ainsi également dans les pays où l'on a instauré «la participation des travailleurs à la marche des entreprises», comme en Allemagne de l'Ouest.

Quelle classe sert le Parti républicain ?

Quelques «détails»...

Le programme de Soisson lui-même ne réussit pas à cacher au service de quelle classe travaille Giscard et son parti, quelle politique il mène au-delà des mots.

Si nous prenons les mesures du programme Soisson dans le détail, nous en voyons mieux le vrai visage. Nous ne nous attarderons pas sur les mesures démagogiques du genre *«téléphone gratuit pour tous les vieillards»* ou encore *«gratuité intégrale des obsèques»*...

Mais le parti giscardien parle, par exemple, de *«politique progressive, humaine et volontaire de retour des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine»*. C'est une formule élégante qui cache l'expulsion des travailleurs immigrés, comme le prévoient les mesures du ministre Stoléru.

Quant au droit de vote obligatoire, avec inscription systématique sur les listes électorales dés 18 ans, c'est une mesure qui tend à encadrer les travailleurs dans le système électoral : plus d'abstention possible, ni au premier tour ni au second tour pour tous les travailleurs qui voudraient ainsi refuser aussi bien la droite que la gauche...

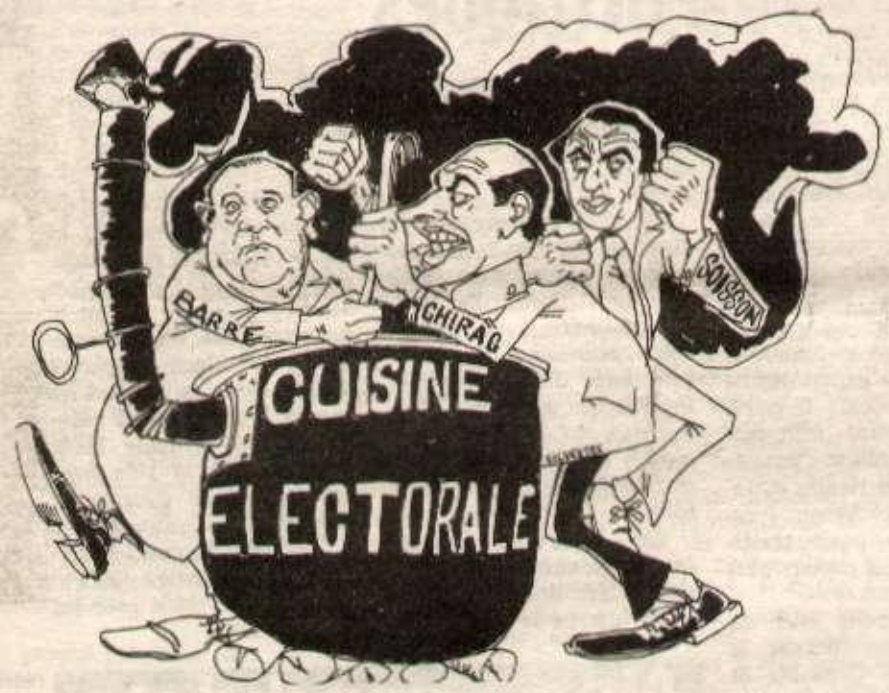
L'armée et la police sont des piliers de l'État capitaliste, Soisson ne l'a pas oublié. Pour la police, c'est clair : création de postes de police dans tous les grands ensembles, augmentation du nombre des policiers. Pour l'armée, les choses sont un peu plus confuses.

D'une part, le programme giscardien prévoit le maintien de l'armée de conscription, donc semble refuser l'armée de métier. Mais il précise *«pour l'instant»*. Et il ajoute l'idée du remplacement progressif du service militaire par un service civil. Cela ne voudrait-il pas dire, dés lors, que l'armée (le service militaire et non pas civil) serait l'affaire de volontaires. Tout pas vers une armée de métier est inacceptable, car plus encore que l'armée de métier est un instrument plus docile, au service de l'État bourgeois et impérialiste.

Le programme du Parti républicain se veut la concrétisation du livre de Giscard *«Démocratie française»*. Mais comme on le voit, dés que l'on gratte un peu l'écorce, il n'y a guére de démocratie dans ce programme.

Nos lecteurs peuvent-ils d'ailleurs être étonnés de voir que le programme de Giscard est un programme contre les travailleurs ? Non, puisqu'ils font chaque jour l'expérience de ce qu'est la politique de Giscard-Barre : une politique au service du capitalisme.

La majorité ira divisée au premier tour des élections. D'une part le parti giscardien de Soisson-Giscard, allié au CDS centriste de Lecanuet et au Parti radical de Servan-Schreiber. Cette fraction de la majorité se retrouve derrière le programme de Blois, présenté par Barre, le week-end dernier, au nom du gouvernement. La seconde fraction est le RPR gaulliste de Chirac, regroupé derrière son propre programme «Propositions pour la France».



Les politiciens, leurs faits et méfaits

Lecanuet : «centriste» européen et atlantiste

Ce sont les trois caractéristiques de ce vieux politicien réactionnaire.

Il est né en 1920 à Rouen. Il est fils d'épicier.

Agrégé de philisophie, il commence sa carrière politique au lendemain de la Libération. Il adhère au MRP, parti clérical de droite à vocation «centriste».

En 1951, il est élu député MRP de l'actuelle Seine-Maritime. En 1954, les troupes françaises subissent la défaite historique de Dien Bien-phu au Vietnam actuel.

La bourgeoisie française doit concéder l'indépendance du Vietnam. Auriol, président de la République fait appel à Mendès-France qui promet l'arrêt de la guerre dans les deux mois. Au nom du MRP, Lecanuet, refuse l'investiture à Mendès-France car le MRP est un farouche partisan de la poursuite de la guerre coloniale.

En 1955, Lecanuet est secrétaire d'État à la présidence du Conseil. En 1956, il perd son siège de député. Il est élu sénateur en 1959. En 1963, il est président du MRP.

Il entrera par la suite en discussion avec Defferre dans le vain espoir de constituer le grand parti centriste copié sur le parti «démocrate» américain. Il se veut le Kennedy français. Il s'oppose au retour à l'étalon-or comme monnaie internationale que souhaite De Gaulle, qui veut échapper à la domination américaine. Cette opposition à De Gaulle résulte du fait que Lecanuet est un atlantiste convaincu.

En 1965, il est candidat aux présidentielles sur les thèmes du centrisme, de l'atlantisme et de l'Europe unie. Il obtient 15,85 % des voix qui lui viennent des milieux ruraux de tradition catholique.

Il affirme dans sa campagne son attachement à la constitution de 1958.

Après la disparition du MRP, il fonde le centre démocrate et continuera à s'opposer à la politique de De Gaulle. En 1969, ce parti présentera Poher contre Pompidou.

En 1974, Lecanuet soutiendra Giscard. Il connaîtra les tribulations d'une alliance avec Servan-Schreiber alliance qui finira par le divorce. Actuellement, il lorgne vers le PS, alléché par la rupture de celui-ci avec le PCF et toujours dans une perspective centriste.

Soisson : à l'ombre de Giscard

Fils du président de la Chambre de commerce d'Auxerre, licencié en droit, élève à l'ENA, il en sort en 1961 auditeur à la Cour des comptes. Il occupe différents postes de haut fonctionnaire (chargé de mission). Il fréquente divers ministéres (à la Coopération, à l'Agriculture). Il est député de l'Yonne en 1968.

En 1969, il appelle à voter non à De Gaulle, avec Giscard. La même année, il est secrétaire des Républicains indépendants. Élu en 1971 maire d'Auxerre, il devient chef du Parti républicain. Cet énarque essaye depuis lors de constituer, avec plus de peine que de bonheur, un fort parti giscardien.

La mort de Mireille Bressolles

Le 19 mai à Auxerre, ville dont Soisson est le maire, mourrait Mireille Bressolles, après plus de deux mois de gréve de la faim. Agent principal titulaire à l'hôpital d'Auxerre, elle était sanctionnée arbitrairement le 8 juin 1972. La cause des sanctions : Mireille dénonçait inlassablement les combines malhonnêtes de certains médecins à l'hôpital, elle contestait l'autoritarisme imbécile qui régnait dans les services, elle refusait fermement les «propositions» que lui faisaient certains docteurs qui la menaçaient pour cela de lui causer des ennuis, elle avait également mis sur pied une section CGT, ce qui avait fortement déplu à la direction.

FO était jusqu'à ce moment le seul syndicat de l'hôpital. Mireille refuse la sanction (exclusion définitive du service et refus de la titulariser, alors qu'elle était déjà titulaire !!).

Elle continue à travailler à son poste. Son salaire est baissé de moitié, ensuite elle est dégradée. Après quatre ou cinq ans de diverses requêtes, auprés des tribunaux et du Conseil d'État, qui se terminérent par une approbation des sanctions, elle effectue une premiére gréve de la faim qu'elle cessera aprés des promesses du représentant du procureur. (C'était juste avant les élections municipales).

Elle reprendra la gréve peu aprés, alors que les promesses n'étaient pas suivies d'effets. Les médecins refusérent de la suivre avec sérieux médicalement durant cette gréve. Mireille mourut le 19 mai, inébranlable jusqu'au bout dans sa décision.

Soisson a une double responsabilité dans sa mort : en tant que maire et en tant que président du Conseil d'administration de l'hôpital.

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraitra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement *pris entre le 15 janvier et le 15 mars.*

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	10 5 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

SOS environnement

Pas de désistement au second tour

(Suite de la page une)

Ayant ainsi contribué à la victoire électorale de certains candidats, le mouvement a constaté qu'ils ne tenaient pas ensuite leurs promesses et ne répondaient pas à ses espoirs.

Aussi aux municipales, il a décidé que ses candidats ne se désisteraient pas au second tour. Le score obtenu, de 12,5 % en moyenne, a témoigné de l'audience du mouvement et des idées écologistes.

Il a constitué aussi un désaveu pour les partis traditionnels de droite comme de gauche qui n'avaient pourtant pas été avares de promesses.

Aussi, dès avril dernier, «SOS environnement» a clairement fixé son attitude pour les législatives de 78 où il présentera 75 candidats dont près de la moitié dans la région parisienne.

«Nous ne nous désisterons pas au second tour et nos candidats se maintiendront dans toutes les circonscriptions où ils pourront le faire» a-t-il déclaré.

C'est sur cette base très ferme, opposée à toute concession électoraliste à l'égard des partis de gauche et de droite et de ceux qui sont à leur remorque, que le mouvement a mené les discussions avec «Écologie 78». Le point 4 du protocole d'accord, aboutissant à la création du «Collectif écologie 78», précise : *«Les candidats s'engagent formellement à ne rien dire ou faire (désistement...) qui, avant ou après le premier tour, sous une forme ou sous une autre, puisse, de près ou de loin, favoriser une autre formation, traditionnelle ou non, et ses candidats».*

Racket électoral

Si l'on parlait de la gauche...

Nous avons dénoncé à plusieurs reprises, dans nos colonnes, le rachat des voix des Français résidant à l'étranger par la majorité gouvernementale.

Or, un député RPR vient de signaler qu'à Marseille, sans doute sous l'égide de Defferre, de tels déplacements de voix se faisaient d'une circonscription à l'autre : des électeurs vont voter dans la circonscription voisine.

Déjà, De Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, avait répondu au même Defferre que la gauche organisait le même racket sur les voix des Français résidant à l'étranger, en les plaçant dans les circonscriptions qui intéressent le PCF ou le PS. La seule «différence» serait que la majorité a pu organiser ce racket sur une plus grande échelle, puisqu'elle peut utiliser l'administration gouvernementale. Cela ne change rien au fond.

De toute façon, d'autres irrégularités sont commises à chaque élection. Au lendemain de chaque scrutin, le candidat perdant de telle ou telle circonscription accuse son honorable concurrent d'avoir fait voter les morts ou, parfois même , comme en Corse, d'avoir bourré les urnes de bulletins de vote avant l'ouverture du scrutin... Les «élections démocratiques» de la «démocratie bourgeoise» sont décidément quelque peu tortueuses.

Pour correspondre avec le journal
Téléphonez au 202-18-29

A propos d'un remaniement ministériel

Les femmes font 52% de l'électorat...

Rien ne laissait présager et même rien ne justifiait d'un point de vue administratif le remaniement ministériel annoncé par le gouvernement mardi soir. Alors pourquoi ce remaniement ? Parce que nous sommes à deux mois des élections, parce que les femmes font 52 % du corps électoral et parce que de plus en plus, elles se méfient des promesses électorales. Bref, des voix que le gouvernement voudrait gagner.

Giscard aurait, selon les dires du porte-parole du gouvernement, compris que les différents partis politiques étaient trop peu féminisés. Il aurait voulu donner l'exemple.

TROIS GRANDES DAMES

Pour cela, il a nommé trois grandes dames de la bourgeoisie à des postes ministériels. Alice Saunier-Séïté, était secrétaire d'État aux Universités, ce secrétariat devient ministère. Monique Pelletier, ex «madame drogue», est devenue secrétaire d'État à la Justice. Nicole Pasquier a été nommée secrétaire d'État au Travail féminin.

Alice Saunier-Séïté s'est distinguée en 1976 en organisant la répression contre le mouvement étudiant. Monique Pelletier, par ailleurs membre du Bureau politique du parti giscardien, s'est déclarée à plusieurs reprises, favorable aux méthodes répressives pour «lutter contre la drogue». Nicole Pasquier travaillera avec Beullac, ministre du chômage (officiellement ministre du Travail), elle organisera le chômage (officiellement, le travail) des femmes.

La libération de la femme, ce n'est donc pas de réserver un certain pourcentage de responsabilités politiques aux femmes, comme députés ou comme ministres. Cela dépend de la ligne politique que l'on développe. Le fait que ce soit une femme qui réprime les étudiants n'est guère plus libérateur que si c'était un homme qui remplissait cette tâche...

UN PROBLEME CRUCIAL

Pourtant le problème de la participation des femmes à la vie politique est un problème réel. Dans tous les partis politiques bourgeois, elles sont sous-représentées ou occupent des tâches subalternes. Les témoignages que nous publions ici montrent que les partis de gauche n'échappent pas à cette constatation.

Mais là encore, l'essentiel est la ligne développée par ces partis de droite et de gauche. Proposer aux femmes de participer à la politique bourgeoise du parti gaulliste ou du parti giscardien, n'a rien de bien épanouissant. Et là encore, les partis de gauche n'échappent pas à la règle. Un parti comme le PCF peut parler de libération de la femme tant qu'il veut. Ce qui compte, c'est que parallèlement à ce beau discours, il publie dans l'Humanité dimanche d'il y a deux semaines, un reportage élogieux sur une boite de strip-tease comme le Crazy Horse Saloon en précisant dès le premières lignes : *«Lectrices, point l'alarme à cet éloge sans fard ! (...) le monde réel s'accommode mal de slogan à l'emporte-pièce».* Qualifier les slogans *«femme-poupée et commerce du corps»* comme des *«slogans à l'emporte-pièce»*, c'est en effet toute une conception de la femme, celle de journaux comme «Spécial dernière», «Lui» ou «Détective».

LA LUTTE

Voilà pourquoi de plus en plus de femmes refusent ce que les journaux bourgeois appellent «la politique», c'est à dire qu'elles refusent de confier à la gauche ou à la droite leurs espoirs de voir changer la condition féminine.

Les groupes autonomes de femmes, les mouvements comme le MLAC (qui lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits) au-delà de leurs insuffisances, sont un signe de cette tendance.

Par contre, les femmes sont de plus en plus actives dans la lutte. Nous publions ici un témoignage de LIP. Mais il y aurait d'autres exemples encore, moins connus, à commencer aujourd'hui par la grève avec occupation des femmes (immigrées pour la plupart) de Lothar/S, dans le XVIIIe à Paris. Tel est l'espoir de demain. Et devant cette réalité révolutionnaire, Giscard peut bien faire tous les remaniements ministériels qu'il veut !

C'est par la lutte que les femmes font entendre leur voix.

Témoignages

Yvette Roudy, secrétaire nationale à l'action féminine du PS :

«Depuis que je présente les revendications spécifiques des femmes, ils (les militants) se méfient de moi, ils me taxent de socialiste mondaine ou de frustée, c'est selon. Les femmes, ça n'intéresse personne, je ne reçois jamais de réponse aux lettres que j'envoie sur ce sujet aux sections de ma fédération.

«... Un texte de François Mitterrand (ce n'est pas lui qui l'avait écrit, mais l'effet était le même) proposant tout bonnement d'instaurer un salaire des mères au foyer afin d'inciter les femmes à s'occuper de leur maison plutôt que de disputer aux hommes les rares emplois disponibles en période de crise».

Françoise, ouvrière de Lip

«Nous avons conquis le droit de nous faire une idée des choses par nous-mêmes. Nous savons maintenant qu'un certain nombre de revendications qui nous touchaient ne pouvaient être prises en compte que par nous-mêmes. C'est ainsi qu'en faisant campagne pour que les OS d'un même atelier se disent leurs salaires, nous avons mis fin entre ouvrières aux petites rivalités sur lesquelles les cadres s'appuyaient pour gouverner».

Fatima, ouvrière de Lip

«La lutte des femmes ne peut avancer qu'avec le rapport de forces que nous continuerons à créer en étant dans la rue, en nous regroupant».

(Citations extraites de divers journaux dont «le Matin

3e FESTIVAL CULTUREL DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

PONTOISE

Samedi 14 janvier, au club «La Croix-petit», Cergy-Pontoise.

Au programme : «Les enfants de Belleville», réalisé par des enfants immigrés dans une école de Belleville à Paris. Des extraits de «Mohamed, prends ta valise» par une troupe théâtrale d'Eaubonne. «Blao Nam», groupe folklorique africain.

Une journée est aussi prévue pour le samedi 21, nous en communiquerons le programme ultérieurement.

CFT ou CSL, c'est la même vermine

L'officine patronale et fasciste CFT , aujourd'hui rebaptisée CSL (Confédération des Syndicats libres), est maintenant présente dans les kiosques.

Depuis janvier, elle publie un mensuel intitulé «Tract (surtout ne pas confondre avec «Traction 2000» la feuille de Citroën.)

«La marque CFT est lourde, trop lourde à porter, vous le savez bien. Ne pas l'admettre serait être irréaliste.» «Le changement de sigle est devenu impératif» tel est l'aveu formulé par A. Blanc.

Ailleurs, le même Blanc écrit : *« Les appels à la violence, les appels au meurtre, les appels à la dénonciation et les dénonciations par voies d'affiches ou de tracts, tout a été utilisé contre nous»*

Ainsi les assassins de P.Maitre, ceux qui matraquent les ouvriers, les syndicalistes, chez Citroën, chez Simca et ailleurs sont des victimes !

La CFT, qu'elle s'appelle CSL ou autre chose, doit être détruite, on ne peut laisser la moindre place à ces gens-là ! Là où ils ont réussi à s'installer dans l'ombre du patronat, la classe ouvrière le paye durement. Partout ou ils montrent le bout du nez, ils doivent être écrasés.

Et ce n'est pas en suivant la voie des protestations bélantes de Séguy ou Maire qu'on peut y parvenir.

• Nantes

Le PS à l'oeuvre

La campagne que nous devons mener contre le racisme est une campagne d'envergure et qui réclame une intense mobilisation. Il nous faut être offensif et dénoncer le racisme sous toutes ses formes.

Ainsi, dans le journal «APL-Informations régionales», numéro 13, du 9 janvier, il est relaté un petit événement qui mérite que l'on en parle. C'est un lecteur de ce journal qui écrit :

«Je vous écris pour vous signaler un petit fait qui se renouvelle malheureusement assez souvent. En face de la station-essence de Casino, les fascistes avaient écrit des mots d'ordre racistes. Le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) avait rayé ça et écrit :" Français, immigrés, une seule classe ouvrière" *et* "Contre les mesures Stoléru".

»Où pensez-vous que le PS a collé ses affiches : Eh bien ! c'est pas chouette pour les immigrés, mais ils ont collé sur les mots d'ordre antiracistes».

N'est-ce pas exagéré que d'avoir de telles pratiques. C'est bien là un véritable scandale qui discrédite les auteurs du collage.

Ceux qui font le pain

Le syndicat CGT des ouvriers-boulangers a indiqué, à l'occasion d'une manifestation devant le siège de la fédération patronale, que les 100 000 ouvriersboulangers, ouvriers-patissiers et vendeuses vivent en 1978 comme en 1936.

Des conditions de travail trés pénibles : la poussière de la farine, la chaleur des fours, la vapeur, l'humidité, dans les locaux souvent mal aérés, sans vestiaire pour les salariés, sans douche. Les horaires moyens de travail sont de 60 heures sur 6 jours, avec généralement l'impossibilité de prendre les jours fériés qui correspondent à des fêtes. Le salaire horaire d'un ouvrier de la région parisienne est inférieur à 15 F, il n'y a, dans la profession, ni prime d'ancienneté, ni 13e mois.

Le métier est si dur que, malgré la grande campagne engagée pour pousser les jeunes à entrer dans cette profession, trois apprentis sur 10 seulement persistent dans cette voie.

• Abattoirs Gilles-Collinée (Côtes du nord)

Tous les travailleurs sont concernés !

350 ouvriers menacés de licenciement : telle est la situation aux abattoirs Gilles de Collinée. Et comme c'est là-bas la seule industrie, cela signifie la mort du pays du Méné, et à court terme, plus de 2 000 personnes obligées de partir ! 2 000 personnes qui devront quitter le pays, et pour aller où ? Grossir dans les villes, le million et demi de chômeurs, dû à la crise du capitalisme et au plan Barre.

A BAS LA LOI DU PROFIT !

Il y a plusieurs années, le secteur de l'abattage s'est concentré et a connu une période faste. Période de profits juteux pour les patrons, pas pour les ouvriers dont les salaires ont toujours été et sont toujours misérables, pour un nombre d'heures quasi illimité.

Aujourd'hui, avec la crise, le taux de profit y est bas. Et les capitalistes préfèrent placer leur fric où ça rapporte le plus. C'est ainsi que les banques qui, comme le Crédit Lyonnais, soutenaient Gilles se sont retirées de l'affaire, et que l'entreprise est en faillite. Cela, c'est la loi du profit maximum.

HALTE AUX LICENCIEMENTS !

Les pouvoirs publics souhaitent que l'affaire soit reprise par les groupements de producteurs, c'est à dire financée avec l'argent des petits paysans. C'est tout à fait dans la logique capitaliste : pour les firmes et les banques, les secteurs rentables, et, pour les producteurs, les secteurs non-rentables : pour les capitalistes, les profits et pour les travailleurs, les pertes.

Les éventuels «preneurs» ne reprendront de l'affaire que ce qui leur sera très profitable, donc après élimination, donc après les licenciements.

Les seigneur Gilles, lui, a déclaré : *«L'usine, s'il le faut, reprendra avec 50 ouvriers»*. Sur 350 ! Sans commentaires...

Le curateur, nommé par l'appareil d'État bourgeois, est l'instrument des patrons : il prépare le terrain aux capitalistes intéressés à reprendre une affaire «assainie», restructuration. C'est lui aussi un licencieur.

ASSEZ D'ATTENTISME

Les dirigeants de l'Union de la gauche et les dirigeants syndicaux sous leur contrôle ont vidé de son contenu de classe le comité de soutien demandé par les ouvriers réunis à la journée portes ouvertes.

Les ouvriers ne sont même pas convoqués à ce comité de soutien. Le soutien financier n'est pas pris en charge, ce qui est un crime. L'objectif de ces dirigeants politiques et syndicaux c'est d'organiser une table ronde avec les Pouvoirs publics, les éventuels «preneurs», Gilles, le curateur et les banques. Dans le dos des ouvriers.

POUR VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

Une vraie voie est nécessaire et possible : celle de l'union et de la lutte. Pour cela, il faut :

Unité à la base et dans l'action ! Tous les travailleurs ont les mêmes intérêts. Face au patronat, ils doivent s'unir pour être forts.

Unité ouvriers-paysans ! La petite paysannerie endettée, exploitée par les banques, les industries agro-alimentaires, est menacée de ruine, d'élimination, d'exode. Sa lutte rejoint celle de la classe ouvrière !

Les petits paysans que Gilles a «oubliés» de payer et qui sont dans une situation dramatique se sont groupés en Comité de défense des petits créanciers. L'unité entre les ouvriers et les petits paysans affaiblira le patron.

Dans de nombreuses luttes, les ouvriers et les petits paysans ont su s'unir pour gagner.

Solidarité ! Il n'y a pas qu'à Gilles où l'emploi est menacé. C'est le cas à Saint-Brieuc à Sambre-et-Meuse et chez Chalos. A l'hôpital, 23 emplois accordés sur 150 demandes, à Chaffoteaux, baisse des commandes... Menaces de licenciements aux fonderies du Pas (Quintin), aux fonderies du Trégor (Guingamp), Chez Nardonnet et chez Gaelic (région de Rostrenen).

Il est donc important que les ouvriers s'unissent entre eux contre les licenciements. Cette solidarité doit s'exprimer dans les syndicats, les comités de soutien ! Il est aussi souhaitable que les ouvriers coordonnent leur action afin d'isoler les exploiteurs.

Accidents du travail

4000 morts par an

UN SEUL RESPONSABLE: LE CAPITALISME !

Rien que dans la région Rhônes-Alpes, une série d'accidents du travail a été enregistrée mardi.

Deux jeunes ouvriers de Saint-Maurice-L'Exil (Isére), MM Roger Bernard,22 ans, et Thierry Christophe, 17 ans, employés par la compagnie française de géophysique sur le site de la future centrale nucléaire ont été tués par l'explosion d'une charge explosive.

A Saint-Paul-en-Jarez (Loire), deux agriculteurs, MM François Peillon, 56 ans, et Bayet, 18 ans, ont été grièvement blessés par des explosifs. Les deux hommes procédaient à la destruction de rochers dans un champ. Trois ouvriers ont été ensevelis, à Valence (Drôme), dans une tranchée qu'ils creusaient, deux d'entre eux, rapidement dégagés, ont été blessés, le troisième M. Abdallah Zerroug, 35 ans , de Valence a été tué.

A Rognaix (Savoie), M. Joseph Letonteur, 48 ans de Lonvier (Doubs) a été mortellement atteint à la tête par un tronc d'arbre qu'il déchargeait d'un camion et s'apprêtait à livrer à une scierie. Et Beullac, qui décidément n'en loupe pas une, déclare *que «la France dispose d'une des législations les plus avancées, les plus complètes»* en ce qui concerne la sécurité du travail.

Il ne manque pas d'air. Chaque année, il y a d'après les statistiques officielles près de 4 000 morts par «accident»du travail. Les conditions de travail pénibles, les cadences infernales entrainant une grande fatigue, le surmenage, l'insalubrité sont les causes majeures des «accidents» du travail. En fait c'est le capitalisme lui-même qui est la cause de ces meurtres déguisés.

Les capitalistes qui ne sont pas à une déclaration mensongère près, surtout en cette période d'élection où tout est bon pour faire croire «qu'on est les meilleurs» multiplient les promesses creuses. Ainsi Giscard, leur représentant attitré à l'Elysée n'a-t-il pas déclaré au dernier Conseil des ministres : *«En matière d'amélioration des conditions de travail, élement essentiel d'un progrès de la qualité de la vie dans l'entreprise, la lutte contre les accidents du travail doit être un objectif prioritaire»* et *«Ces accidents ne sont pas une fatalité»*. Pour du cynisme, c'est du cynisme, il y a vraiment de quoi gueuler. Ainsi Giscard avoue : la fatalité c'est du bidon. Mais il se garde bien de dire qui est responsable.

Mais tout ceci, c'est des belles paroles. La réalité est tout autre. Quand le juge De Charette fait arrêter Chapron, responsable d'un accident du travail dans son entreprise, c'est le juge que le gouvernement rappelle à l'ordre et il en a été ainsi dans bien d'autres cas. Alors Giscard ferait mieux de ne rien dire.

Mieux encore, Peyrefitte, l'un des 40 zélus de l'Académie française, a déclaré, il y a quelques temps, que dans bien des affaires les juges avaient systématiquement pris le parti des ouvriers ! Il parlait des accidents du travail.

La sollicitude des bourgeois est bien grande en ce moment à l'égard des ouvriers. Méfiance.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1978